

Sur [www.la-croix.com](http://www.la-croix.com)

► INDE Le procès des agresseurs de l'étudiante

► FRANCE-ALLEMAGNE Entretien avec Hélène Miard-Delacroix

# Paris et Berlin, une amitié critique

**50** France   
ans Allemagne

► La France et l'Allemagne célèbrent aujourd'hui à Berlin les 50 ans de leur traité d'amitié.  
► Ces noces d'or se déroulent sur fond de divergences d'approches des deux gouvernements.  
► Économie, construction européenne, crises internationales... tour d'horizon des sujets qui divisent.

L'Allemagne et la France mettent les petits plats dans les grands pour valoriser les 50 ans du traité de l'Élysée scellant leur amitié : rencontre avec la jeunesse des deux pays hier, débat avec « le monde de la culture » ce matin, avant un conseil des ministres commun, une session conjointe des Parlements au Bundestag, un concert philharmonique et une réception offerte par le président de la République fédérale...

Cette mise en scène ne cache pas le fait que « sur certaines questions, nous demeurons très divergents », a reconnu la chancelière Angela Merkel samedi. « Mais c'est ce qui fait le sel de la relation franco-allemande : devoir toujours rediscuter des raisons pour lesquelles nous pensons différemment sur quelques thèmes », a-t-elle expliqué.

**La crise des dettes en zone euro n'a pas fait éclater l'union monétaire, mais elle a montré combien Paris et Berlin n'en partageaient pas le même diagnostic, ni les mêmes remèdes.**

La crise des dettes en zone euro n'a pas fait éclater l'union monétaire mais elle a, en revanche, montré combien Paris et Berlin n'en partageaient pas le même diagnostic, ni les mêmes remèdes. En accédant au pouvoir, François Hollande a préféré ne pas taire ces divergences, alors qu'elles s'exprimaient plus en sourdine au temps de l'ère surnommée « Merkozy ».

Celui qui ambitionne de « réorienter l'Europe » cherche en premier lieu à créer un nouveau rapport de force politique avec son partenaire allemand, en s'alliant publiquement avec les dirigeants d'autres pays voisins, à commencer par le président du Conseil italien, Mario Monti.

De son côté, l'Allemagne peut se prévaloir d'une réussite économique qui lui a donné un nouvel ascendant sur le reste du continent. Et elle s'inquiète, également à voix haute, des faiblesses de son partenaire français, qu'elle voudrait voir corriger au plus vite, avant les marchés.

SÉBASTIEN MAILLARD



François Hollande et Angela Merkel tiennent aujourd'hui un conseil des ministres commun et une session conjointe des Parlements.

## Paris juge l'Allemagne trop « provinciale »

► Pour les Français, les Allemands ne prennent pas en compte l'intérêt général européen et ne s'impliquent pas assez dans les affaires du monde.

Lors de sa visite à Berlin le 15 novembre 2012, Jean-Marc Ayrault, germanophone, a vanté « la qualité du dialogue social » en Allemagne et a souhaité rencontrer les syndicats allemands. Ceux-ci, d'après Matignon, n'ont pas manqué de lui faire part de leurs préoccupations devant l'essor des « travailleurs pauvres » dans un pays qui reste sans salaire minimum national. « Le premier ministre redoute des tensions sociales en Allemagne », indique son entourage.

Alors que l'économie allemande affiche des niveaux de chômage (6,8 % de la population active fin 2012) et de déficit (comptes publics à l'équilibre dès 2012) à faire pâlir d'envie son voisin, Paris ne manque pas de rappeler les fragilités de son partenaire. Qui ne sont pas que sociales. « L'Allemagne a une population qui vieillit, elle innove moins que la Finlande », critiquait déjà Xavier Musca, secrétaire général de l'Élysée sous Nicolas Sarkozy.

Au-delà de ces critiques de long terme, Paris voudrait surtout, dans l'immédiat, que Berlin se préoccupe davantage de la

mauvaise conjoncture européenne. L'appel du pied à participer à l'effort de relance, en soutenant la consommation des ménages allemands, remonte à Christine Lagarde lorsqu'elle était ministre des finances. Critiquant une stratégie économique excessivement fondée sur l'exportation, elle avait lancé en mars 2010 dans un entretien au quotidien britannique *The Financial Times* : « Je ne suis pas sûre que ce pays soit un modèle viable à long terme et pour l'ensemble du groupe » (la zone euro, NDLR).

« L'Allemagne s'attache à ce que chacun mette sa maison en ordre mais sans se préoccuper que le village fonctionne », a résumé Pervenche Bérès, eurodéputée socialiste française. L'attitude des Allemands préférant faire la leçon à la Grèce plutôt que de la secourir illustre le décalage des approches. « À Paris, on juge qu'ils ne comprennent pas ce qu'est une crise financière, un plan d'aide, ce qu'implique l'interdépendance », observe Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors-Notre Europe.

Paris juge l'approche allemande trop « moralisatrice » dans la gestion de la crise des dettes en zone euro, relève Thomas Klau, directeur du bureau parisien du centre de recherche européen ECFR, qui ajoute : « Et le gouvernement français, l'ac-

tuel comme le précédent, déplore le manque d'obligation morale du gouvernement allemand actuel pour s'impliquer dans les affaires étrangères. Le retrait de l'Allemagne lors de l'opération en Libye et, aujourd'hui au Mali, est significatif de la pusillanimité provinciale de la majorité au pouvoir Berlin. » Plus généralement, les Français jugent efficace le système de décision du régime présidentiel, s'accommoder mal du fonctionnement fédéral allemand fondé sur le consensus. « Mais ce fédéralisme rend l'Allemagne très à l'aise pour vouloir en projeter l'application à l'Union européenne, qui gêne au contraire la France », ajoute Yves Bertoncini.

Sur la construction européenne, justement, rien n'irrite plus l'entourage de François Hollande et de Jean-Marc Ayrault qu'« le beau rôle que se donne l'Allemagne à agiter de grandes idées européennes floues comme l'union politique, avant de tuer tout avancée concrète de contenu ». Et d'énumérer le récent rejet d'une fusion EADS BAE Systems, les réticences à laisser les banques allemandes être supervisées par la BCE (Banque centrale européenne), ou encore le refus de mutualiser les dettes par des « eurobonds ». Pour Paris, Angela Merkel devient moins européenne dès que ses intérêts nationaux immédiats sont en jeu.

S. M.